

**Décision du Bourgmestre imposant la tenue de manière virtuelle, par vidéoconférence,
de la séance du Conseil communal du 10 février 2021**

Le Bourgmestre,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 85 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus Covid-19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 tel que modifié par l'arrêté ministériel du 14 janvier 2021 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 octobre 2020 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtés par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 tel que modifié par l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 janvier 2021 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 octobre 2020 arrêtant un couvre-feu de 22 à 6 heures sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale tel que modifié par l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 janvier 2021 ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant l'allocution liminaire du Directeur général de l'OMS du 12 octobre 2020 précisant que le virus se transmet principalement entre contacts étroits et entraîne des flambées épidémiques qui pourraient être maîtrisées par l'application de mesures ciblées;

Considérant la déclaration du Directeur général de l'OMS Europe du 15 octobre 2020, indiquant que la situation en Europe est très préoccupante et que la transmission et les sources de contamination ont lieu dans les maisons, les lieux publics intérieurs et chez les personnes qui ne respectent pas correctement les mesures d'autoprotection;

Considérant que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 13 octobre 2020;

Considérant les deux vagues précédentes liées au coronavirus ;

Considérant le nombre croissant de contamination de ces derniers jours avec le risque de voir apparaître une troisième vague liée au coronavirus ;

Considérant l'apparition récente de nouvelles variantes de ce virus en Belgique, lesquelles sont plus contagieuses que la version actuelle du coronavirus ;

Considérant que les séances du Conseil communal se tiennent en un lieu fermé propice à la transmission du coronavirus ;

Considérant qu'il revient aux autorités communales de respecter et de faire respecter sur l'entière du territoire communal, en ce compris au sein du Conseil communal, les mesures précitées promulguées pour limiter la propagation du coronavirus ;

Considérant que parmi ces mesures fédérales promulguées pour limiter la propagation du coronavirus figure le respect de la distanciation sociale d'1m50 dans les lieux publics et les lieux privés accessibles au public, ainsi que le fait que le télétravail devient la règle pour les fonctions qui s'y prêtent ;

Considérant qu'au vu de la situation sanitaire décrite ci-avant, la taille et la disposition de la salle du Conseil communal ne permet plus temporairement la présence, en son sein, des conseillers communaux, du personnel communal et du public durant les séances du Conseil communal ;

Considérant que dans ces conditions le Bourgmestre estime que la présente situation sanitaire constitue un cas de force majeure rendant impossible ou dangereuse la tenue en présentiel de la séance du Conseil communal prévue le 10 février 2021 et qu'il estime dès lors que celle-ci doit se tenir de manière virtuelle conformément à l'article 85, §2, de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'urgence ;

Décide:

Article 1er :

La séance du Conseil communal du 10 février 2021 se tiendra à distance, en vidéoconférence.

La présence du public sera assurée par une publication en direct de la séance du Conseil communal aux travers des différents canaux suivants :

- Le Channel You Tube communal : <https://www.youtube.com/user/ILoveSaintJosse>;
- Le site internet de la Commune : <http://sjtn.brussels/fr/la-commune/vie-politique/conseil-communal> ou <http://www.sjtn.brussels/nl/de-gemeente/politiek-leven/gemeenteraad>.

Article 2 :

Pour la tenue du Conseil communal visé par la présente décision, il sera fait application de l'ensemble des règles afférentes à la tenue d'un conseil communal à distance reprises aux articles 85 et suivants de la Nouvelle Loi communale.

Le procès-verbal de la séance mentionnera que celle-ci s'est tenue à distance.

Article 3 :

La présente décision sera affichée sur le site internet de la Commune et sur les valves communales conformément aux articles 112 et 114 de la NLC. Elle entre en vigueur de plein droit le jour de son affichage jusqu'au 10 février 2021 inclus.

Article 4 :

La présente décision sera également transmise au Secrétaire communal, au Président du Conseil communal, ainsi qu'à l'ensemble des membres du Conseil communal.

Article 5 :

En vertu des articles 14 et 19, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en suspension et en annulation de la présente décision peut être porté devant le Conseil d'Etat, pour la violation des formes soit substantielles soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir dans les soixante jours à compter de son affichage. Ce recours est introduit au moyen d'une requête recommandée signée par la partie ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre des Avocats.

Fait à Saint-Josse-ten-Noode, le 15 janvier 2021

Le Bourgmestre,

Emir KIR

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal line extending to the right.